

ILS ONT PÉRI EN 1974 AU VIÊTNAM

Un hommage rendu aux quinze journalistes algériens

Un vibrant hommage a été rendu hier aux 15 journalistes algériens, décédés au Viêt Nam en 1974 dans un accident d'avion, alors qu'ils étaient en déplacement officiel avec le défunt président Houari Boumediene.

Les témoignages qui se sont succédé, hier au forum d'Echaâb lors d'une cérémonie initiée par l'association Mechaâl Echahid, ont ému l'assistance.

La halte symbolique sur un événement dramatique a permis aux présents de connaître les détails des faits de l'époque, relatés par des témoins qui ont vécu l'événement et par des amis des victimes. Abderrezak Bouhara, ambassadeur d'Algérie au Viêt Nam à l'époque, a raconté les faits qui se sont déroulés il y a de cela 35 ans. L'ancien diplomate révélera que l'équipe de journalistes algériens avait atterri dans un aéroport militaire des environs de Hanoi, dans un Boeing 707, en compagnie de la délégation officielle et du défunt président Houari Boumediene. L'avion, trop grand, n'a pu en effet atterrir directement sur l'aéroport de Hanoi.

La délégation a donc voyagé à partir de l'aéroport militaire à bord de deux petits avions. Le premier appareil qui a décollé avait à son bord l'équipe de la presse. Abderrezak Bouhara, revenant sur les circonstances de l'accident a expliqué que le pilote, voulant prendre son envol pour atterrir dans de bonnes conditions, a percuté des branches d'arbres avant de s'écraser dans une rizière. Telle fut la fin des quinze membres de la presse algérienne partis en mission au Viêt Nam.

Contenant mal son émotion, Bouhara dira que ce fut un moment des plus pénibles qu'il ait vécu. Il racontera le choc subi par la délégation algérienne à l'annonce de l'accident, puis le déplacement traumatisant vers les lieux de l'accident et la pénible reconnaissance des dépouilles à l'hôpital de Hanoi. Ardu fut aussi le rapatriement des corps en Algérie. Concernant ce dernier point, l'ancien diplomate tiendra à souligner le concours du gouvernement pakistanais et celui du Koweït dans le long et pénible retour de la délégation algérienne qui ramenait les corps des journalistes. Intervenant pour sa part, Azzedine Mihoubi, ministre de la Communication, suggérera de donner les noms des martyrs du devoir à un lieu ou la création d'un prix qui leur serait dédié.

Parmi les journalistes décédés, soulignera Mohamed Boussoussa, ancien journaliste au quotidien *El Moudjahid*, neuf martyrs de l'ancienne RTA, dont Salah Eddib, présentateur du journal télévisé. Ont péri aussi des journalistes et photographes de l'APS, d'Echaâb, de la revue *El Djeich*.

Trois journalistes de l'équipe de la presse algérienne sont cependant revenus indemnes. Ils avaient effectué le déplacement à partir de l'aéroport militaire de Hanoi à bord de l'appareil transportant la délégation officielle.

F.-Zohra B.

UNE ASSOCIATION MONTE AU CRÉNEAU

«Il faut respecter les handicapés»

A la veille de la Journée nationale des handicapés, qui sera célébrée le 14 mars, l'association des handicapés moteurs Ettahadi, qui se bat, sans relâche, pour une égalité des droits et des chances, a animé hier une conférence de presse à la Maison de la presse Tahar-Djaout. Revalorisation des pensions, accès au travail, aux soins et au logement, sont, en somme, les principales revendications de cette association.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - L'insertion des personnes handicapées dans le circuit des activités économiques, sociales et culturelles du développement devient une nécessité impérieuse.

Elle est soulignée dans l'ensemble des textes et dans les multiples résolutions qui ont jalonné la vie politique des institutions de l'Etat, mais n'est malheureusement pas respectée. C'est justement «le respect des personnes handicapées et leurs droits» que clame haut et fort Ettahadi. Un appel qui vise à mobiliser toutes les couches sociales autour du noble objectif que représentent la prise en charge des handicapés et leur intégration dans la vie active de la société. Un travail à long terme, permettant aux personnes concernées de retrouver la confiance en soi, la valorisation et l'estime de soi, en leur apportant soutien et assistance.

Dans son objectif de lutte contre l'isolement et l'exclusion sociale, l'association se bat contre la discrimination qui reste un fait indéniable dans notre société. M. Bouzara, président de l'association, parle de la mise en place d'un accompagnement et d'une



Photo : DR

La discrimination, un fait indéniable dans notre société.

prise en charge réellement adaptés, destinés aux familles s'occupant de plusieurs handicapés à la maison.

«On peut compter jusqu'à sept personnes handicapées dans une seule famille», souligne-t-il. Dans son intervention, il remet en cause les droits sociaux et juridiques des handicapés. L'insertion professionnelle est une nécessité pour la personne handicapée.

Pour cela, Ettahadi ne cesse de lancer des appels afin de garantir l'égal accès aux concours et aux emplois publics à l'ensemble des postulants à un travail. M. Bouzara revient sur la problématique des travailleurs handicapés.

Le taux de chômage des personnes handicapées ne cesse d'augmenter et les problèmes y afférents se multiplient.

«Aucune société n'accepte d'employer une personne handicapée. Pourtant la loi stipule que chaque entreprise doit compter 1 % d'employés handicapés», explique M. Bouzara. Il appelle à l'octroi aux travailleurs handicapés des mêmes avantages qu'aux personnes valides. Favoriser les mesures d'accompagnement visant à les rendre autonomes ne suffit pas à faciliter leur insertion professionnelle. Un des principaux problèmes énumérés par l'association concerne l'accessibilité. Elle appellera à une prise en compte du problème de l'accessibilité dans tous les projets urbanistiques, en pensant à des accès «spécial handicapés». Enfin, l'association réclame la revalorisation des pensions et allocations destinées aux personnes handicapées.

W. Z.

L'AMBASSADEUR DU SOUDAN À ALGER AU FORUM D'EL-MOUDJAHID :

«Khartoum ne reconnaît pas la décision de la CPI»

Le gouvernement soudanais ne reconnaît par la décision prise par la Cour pénale internationale (CPI) contre son chef d'Etat, Omar El-Bechir. Intervenant au forum d'El Moudjahid, l'ambassadeur du Soudan en Algérie a exprimé son regret de voir le procureur général de la CPI délivrer un mandat d'arrêt contre le président du Soudan, «alors qu'il n'a jamais visité le pays».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Pour M. Ahmed Hamed El-Faki, «le procureur général de la CPI s'est limité à recueillir des informations et à écouter quelques personnes pour lancer par la suite un mandat d'arrêt contre le président Omar El-Bechir».

«Le Soudan n'est pas membre de la CPI et il ne reconnaît point cette décision. La question du Darfour est un problème purement politique, dont les solutions se trouvent

au Soudan et entre Soudanais. Le gouvernement poursuivra la démarche déjà initiée pour solutionner ce problème auquel on a voulu donner une dimension qui n'est pas la sienne», a ajouté le représentant diplomatique accrédité en Algérie.

M. Ahmed Hamed El-Faki a confié, par ailleurs, que «des pays, dont la France et les Etats-Unis d'Amérique, qui disputent leur influence dans la région, ont contribué à donner

au problème du Darfour une autre dimension, alors que les Israéliens n'ont pas raté la moindre occasion pour s'ingérer dans ce conflit.» «Le conflit du sud du Soudan a duré près d'une cinquantaine d'années mais il n'a jamais connu des proportions aussi compliquées comme l'affaire du Darfour qui dure depuis trois années. Cela indique que dans cette affaire il y a manipulation et volonté de vouloir porter préjudice à la souveraineté et l'unité du Soudan», a ajouté le conférencier.

Ce dernier a justifié, par ailleurs, la décision prise par son gouvernement à l'encontre de treize ONG, par le fait que ces dernières «travaillent pour le compte de la CPI, portant ainsi préjudice au gouvernement soudanais».

Par ailleurs, le diplomate soudanais a indiqué que le gouvernement de son pays organisera, au cours de l'année 2009, l'élection présidentielle à laquelle prendra part le président El-Bechir.

«Au Soudan, d'importantes réformes sont engagées et de gigantesques projets sont lancés. Il y a également un système judiciaire fort et crédible», a-t-il souligné.

En réponse aux appels lancés par certains pays à l'adresse de Khartoum, pour reconsidérer sa décision d'expulsion prise à l'encontre des 13 ONG et les conséquences qui peuvent en découler, l'invité du forum d'El Moudjahid a indiqué que «le gouvernement soudanais fera face aux besoins de la population du Darfour et (que) finalement le plus grand danger du Soudan provient de ces treize ONG».

Pour rappel, Khartoum a sommé une dizaine d'ONG de quitter le Soudan dans la foulée du premier mandat d'arrêt lancé mercredi par la Cour pénale internationale (CPI) contre son chef d'Etat, Omar El-Bechir, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour, dans l'ouest du Soudan.

A. B.

Communiqué de l'Eepad

L'Eepad s'excuse auprès de l'ensemble de ses clients pour les perturbations et les chutes de débit survenues sur son réseau ADSL haut débit «Assila» depuis vendredi 6 mars aux environs de 20h.

Ces perturbations, indépendantes de la volonté de l'Eepad, sont dues à la coupure du câble sous-marin de la fibre optique assurant la connexion de l'Algérie au réseau international.

Les équipes d'Algérie Télécom et le consortium du câble dit «SMWE4» sont à l'œuvre pour la réparation de la panne et le rétablissement de la connexion.

L'Eepad assure son aimable clientèle que ses équipes techniques sont mobilisées pour un meilleur suivi des secours pour qu'une meilleure connexion à la Toile se fasse dans les meilleurs délais.

M. Zemmour,
directeur de la communication

Précision

Contrairement à ce que nous avons rapporté dans notre article du samedi 7 mars 2009, concernant l'affaire du maire de Birtouta, jugé mercredi dernier en appel par la cour de Blida, il a été requis l'application de la loi par le ministère public et non la peine de 5 ans de prison. Dont acte.

M. B.